

# LE POING



Numéro 11

Novembre 2024

## EDITO

### VIOLENCES SUR NOS SALAIRES !

Pour économiser cinq milliards d'euros sur le volet "dépenses" du budget 2025, notre ministre de la Fonction Publique M. Kasbarian, a trouvé la solution : faire les poches des fonctionnaires. Après avoir annoncé la reprise des suppressions d'emplois (- 529 au total mais 730 dans le réseau), la suppression de la Garantie Indemnitaire de Pouvoir d'Achat (GIPA) qui allait concerner un tiers des agents en 2024, il s'attaque à leur santé avec l'instauration de 3 jours de carence et la réduction de 10 % notre indemnisation lors des arrêts maladie les trois premiers mois !

Comme si cela ne suffisait pas, le sénat à majorité LR s'est prononcé pour ajouter 7 heures de travail non rémunérées à tous les actifs afin d'aider au financement de notre sécu.

La situation budgétaire est déplorable. Comment s'en étonner ? C'est le fruit d'une longue politique d'assèchement et de réorientation des recettes budgétaires vers les plus riches. En effet, notre président est un grand gourou du « ruissellement », une pensée magique selon laquelle l'État doit permettre l'enrichissement des personnes les plus riches afin que celles-ci réinjectent dans le système économique les revenus engrangés. Cela contribuerait à augmenter l'activité économique et l'emploi du reste de la société, davantage que si ces revenus avaient été prélevés et redistribués via les impôts et les prélèvements sociaux.

Effectivement, les riches n'ont jamais été aussi riches. Par contre, la pauvreté ne cesse de progresser.

Selon l'UNICEF, en France, un enfant sur cinq ne mange pas trois repas par jour dans l'Hexagone.

Alors que le chômage diminue, notre salaire ne suffit plus pour vivre dignement en toute sérénité.

A la DGFIP, le Smic nous rattrape. En catastrophe, un versement de 6 centimes a été versé à nos collègues au Smic (!)

Au 1<sup>er</sup> novembre 2024, le montant du Smic s'élève à 1 801,80 € brut par mois, soit 1 426,30 € net pour 35 heures hebdomadaires. C'est la faible somme avec laquelle la plupart des Français vivent.

En moyenne, les français dépensent 488€ par mois pour se nourrir. Lorsque l'on vit seul avec un Smic, on ne dispose généralement pas d'une telle somme pour faire ses courses. Hors de question de se balader dans un centre-commercial et d'acheter tout ce qui attire notre regard. Côté vêtements, alors qu'évidemment on a besoin d'avoir plusieurs tenues selon l'activité, le contexte social, la saison, comment ne pas se poser la question de quel vêtement porter plusieurs jours d'affilée ? Alors que de nombreuses situations imposent d'avoir un véhicule, comment puis-je garder et réparer ma voiture ? En moyenne, les français dépensent 6200€ par an en frais automobile.

Il faut sans cesse surveiller ses dépenses d'énergie (eau, chauffage, appareils électriques et électroniques) tout en gardant quotidiennement un œil sur son découvert sachant que le loyer à payer va bientôt tomber.

Faire appel aux Restos du Cœur et chercher sans cesse des bonnes affaires pour s'en sortir, est-ce tout ce que la septième économie mondiale peut offrir au plus grand nombre de ses travailleurs ? NON ! Pour vivre dignement, augmentons nos salaires ! La CGT revendique dans un premier temps une augmentation immédiate de 10 % du point d'indice et son indexation sur l'inflation, la refonte des grilles indiciaires avec la revalorisation de la promotion interne. Toutes et tous en grève ce jeudi 5 décembre !

Sébastien Rioux

## ACTUALITÉ

GMBI, la réplique !  
Par Romain Marcadet

## LOCAL

Un refuge LPA à la THSI ?  
Par Sophie Abondance

## DÉCRYPTAGE

Les lois de l'attraction  
expliquées !  
Par Agnès Martin

# GMBI, la réplique !

**Vendredi 22 novembre, nous étions reçus par le directeur concernant les problèmes immédiats que rencontrent nos collègues des SIP notamment les anomalies induites par GMBI... Encore. Nous lui avons remis la pétition signée par 101 agents des SIP et 90 agents du SDIF, de SIE et du PRS.**

La délégation était composée, pour la CGT, d'agents des SIP Céline Covre, Joao De Oliveira Leite, Myriam Mallem, Samira Ghalem, Kamal Kheloufi, Héloïse Kesraoui accompagnés de Romain Marcadet, Françoise Salerno, Sébastien Guerrier, Sébastien Rioux, et pour Solidaires, de Jean-Marc Geoffray et Patricia Réolon. Le SIP Belledonne Vercors n'était pas représenté car assurant l'accueil de ce matin, et les SIP extérieurs n'ont pas pu venir compte tenu de la distance et de l'heure de RDV. Le directeur était accompagné par M Couderc, M Jaccoud, M Paillard et Mme Maizoué.

Nous regrettons de ne pas avoir été reçus l'après-midi, et que le directeur n'ait eu qu'1h30 à nous consacrer. Mais il a proposé de nous revoir si besoin, et il se rendra la semaine prochaine dans les SIP pour rencontrer les agents.

Nous avons exprimé les revendications inscrites sur notre pétition, signée par 191 agents dont 101 étaient issus des SIP.

## **Ce que nous a répondu le Directeur :**

Il a évoqué une « erreur » de l'administration. « Qui n'en fait pas ? »

Il dit ne pas sous-estimer les conséquences pour les agents et pour les usagers.

Il nous a expliqué que le problème concernait principalement les SIP grenoblois.

Dans certains cas, ce n'est pas un bug mais une absence ou une erreur déclarative.

La baisse de THS par rapport à l'an dernier peut se répercuter sur la TLV.

Les chefs de service doivent redéfinir les priorités pour les prochaines semaines et assumer le retard qui sera pris sur d'autres missions.

## **Ce que nous avons rétorqué et ajouté :**

Il n'y a pas que les dégrèvements à faire mais aussi les MAJ.

Il n'y a pas que la liste de dégrèvements à traiter mais aussi toutes les autres anomalies GMBI.

Les auxiliaires peuvent parfois aider, mais ce n'est pas ce dont les SIP ont besoin actuellement.

## **Les réponses du Directeur à nos revendications :**

- **l'arrêt des suppressions d'emploi et le comblement des vacances d'emploi dans le département : *il ne peut rien y faire.*** Dans l'urgence, il a demandé des renforts à la DG (auxiliaires) et envisage de redéployer l'EDR.

- **l'arrêt du soutien des SIP à l'accueil téléphonique national : *il ne peut rien y faire,*** mais nous informe que les chefs de service peuvent donner à leurs agents des habilitations de consultation nationales.

- **la prise en charge du traitement des listes de dégrèvements par la DG :** une

prise en charge partielle par la DDFIP est à l'étude.

- **une communication claire et rapide au public :** elle a été faite (mail aux contribuables mercredi, message aujourd'hui sur impots.gouv), 10 jours après la réception des avis...

- **le report des dates limites de paiement :** selon la direction, ce n'est pas « pertinent » car les dégrèvements seront effectués avant l'application des majorations (batch de basculement dans RAR dans la 3ème semaine de janvier 2025).

- **des explications techniques sur les causes des dysfonctionnements :** la Direction affirme ne pas connaître l'origine du problème, qui est en cours d'expertise par la DG.

- **la réouverture du service d'accueil généraliste (SAG) :** l'accueil fait partie des sujets en discussion à la Direction mais le directeur écarte d'emblée la reconstitution d'un SAG sous la forme qu'on a connue au CFP de Grenoble jusqu'en 2019.

Nous sommes toujours dans l'attente de la part de notre Directeur mais aussi de la part de la DG d'une véritable réponse à nos revendications.



# A quand un refuge LPA (Ligue de Protection des Agent.e.s) à la Trésorerie Hospitalière Sud Isère ? !

**Lors de notre visite du 12 novembre à la THSI, nous n'avons pu que constater que d'hospitalière la Trésorerie n'avait que le nom.**

Bien sûr, nous ne parlons pas ici de la qualité de l'accueil de nos collègues, on ne peut plus bienveillant, mais bel et bien de la qualité du bâtiment, on ne peut plus dégradé ! Malgré les multiples alertes sur la vétusté des lieux initiées par les représentants de la CGT Fip 38 et en dépit des promesses de déménagement imminent non tenues de la part de la direction, aucun aménagement, ni travaux n'ont été entrepris pour améliorer les conditions matérielles de travail. Alors que notre DDFIP38 se félicite dans sa dernière lettre aux agents de novembre 2024 de porter haut et fort dans tout le département un des objectifs majeurs du COM 2023-2027 : « réduire les émissions de gaz à effet de serre dans notre activité professionnelle ». Le directeur en appelle à la mobilisation collective et aux petits gestes de chacun et chacune.

Au passage, l'objectif de l'arrêt des suppressions d'effectifs à la DGFIP, lui, est déjà passé à la trappe.

Monsieur le directeur, nous tenons à vous rappeler que même si la protection des espaces verts et de la biodiversité sont des sujets importants, il est prioritaire et de votre pleine responsabilité de protéger l'ensemble des agent.e.s de votre direction. Or, force est de constater que non seulement les personnels du site de la THSI travaillent dans des locaux inconfortables, inadaptés, énergivores, mais également et surtout dangereux ! En effet, des plafonds menacent de s'effondrer ou

s'effondrent déjà (comme au-dessus de l'espace dit de détente !). Les couloirs sont trop étroits et encombrés : comment, dans ces conditions, procéder à une évacuation rapide du bâtiment en cas de besoin (incendie...) ? Un escalier externe est d'un usage très risqué (les personnels d'entretien d'ailleurs refusent de le nettoyer : les normes des sociétés privées seraient-elles plus protectrices que celles de la DGFIP ?) Et que dire de l'isolation thermique ? C'est une passoire :

- Trop froid en hiver (les chauffages d'appoint sont légion),

- Trop chaud en été (les climatiseurs mobiles ne servent pas à grand-chose à part faire beaucoup de bruit et empêcher l'application des aménagements horaires en période de canicule!)

Bref ! Il ne sera utile de recourir ni à un cabinet privé, ni à un quelconque ambassadeur pour évaluer l'ampleur des dégâts. Il suffira de convoquer une visite du service de la THSI en Formation Spécialisée pour faire un audit complet et mettre en œuvre des travaux et aménagements d'urgence pour garantir la santé et la sécurité de nos collègues. Que

BLI, EcoFip38 (ou même à défaut une inscription à on ne sait plus quel concours ou trophée tant ils fleurissent sur ULYSSE !) trouvent le budget nécessaire et indispensable !

Les agent.e.s de la THSI, tout comme les arbres et les oiseaux de bonne et de mauvaise augure, vous clameront au balcon : merci ! Nous ne doutons pas

que vous ayez autant à cœur le sujet de la transition écologique, que celui de la bientraitance de vos agent.e.s et de leur total épanouissement sur leurs lieux de travail.



*Escalier de la trésorerie hospitalière Sud Isère*

**Monsieur le directeur [...] si la protection des espaces verts et de la biodiversité sont des sujets importants, il est prioritaire [...] de protéger l'ensemble des agent.e.s [...]**

# Petit traité des lois de l'attraction à l'usage des honnêtes gens

**Nous ne sommes plus attractifs !**

**Voilà le grand mal dont souffre la DGFIP et plus globalement la fonction publique.**

D'après nos dirigeants (ministres, directeurs généraux ou locaux), le problème n'a rien à voir avec les milliers d'emplois supprimés ces dernières années, ni davantage avec la quasi-stagnation des salaires.

Si nous avons une centaine de postes vacants en Isère, c'est parce que personne ne veut muter ici !!!

Il est vrai que certains départements sont moins demandés depuis toujours : par exemple, les Alpes maritimes, la Haute Savoie, Paris et l'Isère donc. Mais cela s'explique, c'est tout simplement parce que la vie y est plus chère que dans d'autres départements. Et c'est pourquoi la Nouvelle Bonification Indiciaire existe et est appliquée dans plusieurs de ces zones géographiques, mais... on ne sait pas pourquoi..., Cette NBI (pour celles et ceux y compris à la direction qui découvrent l'acronyme, voir supra.) l'Isère n'y a pas droit !

Aujourd'hui, les salaires sont faibles, les conditions de travail sont mauvaises (problèmes matériels, management toxique, manque de reconnaissance des qualifications) et les conditions d'exercice des missions sont dégradées (phénomène accentué par le manque de personnel et la perte de sachants), alors

faut-il vraiment s'étonner que les jeunes préfèrent regarder ailleurs ?

Le dénigrement dont fait l'objet la fonction publique depuis des décennies n'arrange pas les choses, bien au contraire ! « 1,2,3, on accélère la carence ! » ( n'est-ce pas M. Kasbarian ?)

Vous voulez des volontaires ?

Alors :

- augmentez les salaires,
- attribuez la NBI aux agent.e.s du 38,
- augmentez largement les places aux concours,
- proposez de véritables logements sociaux en masse,
- cessez de faire passer les fonctionnaires pour des feignants.

Et vous verrez que vous aurez des volontaires !!!

D'ailleurs, des candidat.e.s pour venir en Isère, il y en a quand même malgré tout. Mais certaines demandes de mutations dans ce département ont été refusées ! On marche sur la tête, mais il paraît que c'est comme ça que ça marche !?

Alors remettez les choses dans l'ordre, recrutez au concours en nombre suffisant pour combler tous les postes vacants et vous verrez qu'il n'y aura plus aucun souci d'attractivité !



Prise de contact, demande d'adhésion (bulletin à nous renvoyer)

|           |                                                                                                           |
|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| NOM :     | Prénom :                                                                                                  |
| Service : | Résidence :                                                                                               |
| Mail :    | Souhaitez-tu adhérer : <b>OUI</b> <input type="checkbox"/> non pas tout de suite <input type="checkbox"/> |

CGT Finances Publiques Isère  
38-40 Avenue Rhin et Danube  
38047 Grenoble Cedex 2  
Tel CFP Rhin et Danube : 04 76 39 38 74 (interne : 3834)  
Mail : [cgt.ddfip38@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip38@dgfip.finances.gouv.fr)  
Site : <http://www.financespubliques.cgt.fr/38/>